



## Migration, transferts et développement local sensible au genre

Migración, remesas y desarrollo local sensible al género

Migration, Remittances and Gender-Responsive Local Development

### Le cas du Maroc

El caso de Marruecos

The case of Dominican Republic





# Migration, transferts et développement local sensible au genre

---

Résumé exécutif

---

Le cas  
du **Maroc**

UN-INSTRAW et PNUD

2010

**L'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW)** encourage la recherche appliquée sur le genre et l'autonomisation des femmes, facilite la gestion des connaissances, et travaille pour le renforcement des capacités via l'établissement de réseaux de contacts et d'alliances avec les agences de l'ONU, les gouvernements, le monde académique et la société civile.

**Le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)** est le réseau mondial de développement des Nations Unies. Il prône le changement et connecte les pays aux connaissances, expériences et ressources nécessaires pour améliorer la vie de leurs citoyens. Nous sommes présents sur le terrain dans 166 pays, aidant les gouvernements et les populations à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux du développement. Pour renforcer leurs capacités, ces pays peuvent s'appuyer sur le personnel du PNUD ainsi que les partenaires de l'organisation.

*Migration, transferts et développement local sensible au genre : le cas du Maroc*

Chercheuses principales : Angeles Ramirez, Universidad Autónoma de Madrid and María Jesus Criado, Universidad Complutense de Madrid

Assistantes de recherche: Acetre Consulting, Rita Gomes Faria, Vivian Solana, Virtudes Téllez, Alba Valdez

Rapport édité par: Diana López Castañeda (UN-INSTRAW)

Traduction du résumé exécutif réalisée par : Silvia Park et Elisabeth Robert (UN-INSTRAW)

Graphisme : Sughey Abreu (UN-INSTRAW)

Maquettation : Juan Rodríguez Familia

Copyright ©2010, UN-INSTRAW et PNUD

Tous droits réservés

UN-INSTRAW  
César Nicolás Pensón 102-A  
Saint Domingue,  
République Dominicaine  
Tel: 1-809-685-2111  
Fax: 1-809-685-2117  
Courrier électronique: [info@un-instraw.org](mailto:info@un-instraw.org)  
Page Web: [www.un-instraw.org](http://www.un-instraw.org)

UNDP  
One United Nations Plaza  
New York, NY 10017 USA  
Tel: 212-906-5000  
Fax: 212-906-5364  
Courrier électronique: [publications.queries@undp.org](mailto:publications.queries@undp.org)  
Page Web: [www.undp.org](http://www.undp.org)

PNUD Maroc  
13, Av. Ahmed Balafrej,  
Casier ONU, Rabat-Chellah  
LD : + 212 (0) 537 63 30 87  
GSM : + 212 (0) 661 23 26 99  
Page Web : [www.pnud.org.ma](http://www.pnud.org.ma)

Les termes utilisés dans la présentation du matériel de cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétaire général des Nations Unies, de ses pays membres, de l'UN-INSTRAW ou du PNUD, ni au sujet des conditions légales d'un quelconque pays, territoire, ville ou région, ni à propos de leurs autorités, et encore moins concernant la délimitation de leurs frontières ou limites.

Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion des Nations Unies, de ses pays membres, de l'UN-INSTRAW ou du PNUD.

# Préface

La féminisation de la migration est un phénomène marquant qui ne correspond pas seulement à une croissance numérique modérée des femmes qui migrent, mais aussi à de nouvelles façons pour elles de participer au processus migratoire. Dans le passé, la plupart des femmes migraient en tant que dépendantes de leur mari ou de leur famille, alors qu'actuellement un plus grand nombre de femmes migrent de façon autonome pour travailler et vivre à l'étranger, comme principales sources de revenus. Se centrer sur la féminisation de la migration permet de comprendre les changements qu'elle implique, et de les prendre en compte dans les interventions et dans les études de cas traitant de l'équité de genre.

Un autre aspect de la migration qui gagne l'attention internationale est celui des transferts d'argent. L'argent envoyé par les migrant(e)s depuis les pays de destination à leur famille et à leur communauté dans le pays d'origine représente une motivation importante pour travailler à l'étranger. Bien que les migrant(e)s, individuellement, envoient des sommes d'argent relativement petites, l'accumulation de tous les transferts réalisés par des milliers de personnes habitant et travaillant hors de leur pays de naissance constitue des flux financiers considérables. L'impact des transferts sur les économies nationales et sur le monde financier global a réveillé l'intérêt des gouvernements et des organisations internationales qui voient dans les transferts un potentiel pour le développement. Cependant, ce potentiel, pour supporter et augmenter le développement humain et le développement local mérite d'être mieux compris. Une approche genrée de ce phénomène permet d'avoir un regard critique qui souligne les différentes expériences des migrant(e)s en fonction du genre, ainsi que les contributions actuelles et potentielles des femmes pour les dialogues politiques, la planification des politiques publiques et leur mise en œuvre pour un développement durable.

Les transferts sont un aspect important du travail du Programme des Nations Unies pour le Développement, pour le développement humain et la réduction de la pauvreté, et pour assister les gouvernements à trouver de nouvelles voies afin de renforcer le potentiel de développement des transferts et d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire. En fait, les transferts d'argent sont l'unique moyen de survie de milliers de foyers pauvres dans le monde car ils leur permettent non seulement de combler leurs besoins de base qui seraient sinon inaccessibles, mais aussi un certain degré d'autonomisation économique. Dans ce sens, le rapport de développement humain 2009 du PNUD "Lever les barrières : Mobilité et développement humain" innove en appliquant une approche de développement humain à l'étude de la migration. Bien qu'elle ne puisse pas être un substitut aux efforts de développement, la migration peut être une stratégie vitale pour les foyers et les familles qui cherchent à diversifier et améliorer leurs moyens de vie.

Depuis 2004, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW) cherche à comprendre les dimensions de genre de la migration, des transferts et de leur potentiel de développement. Sous cette ligne de travail, l'Institut utilise la perspective de genre pour analyser comment des facteurs comme les inégalités de genre dans l'accès au travail

rémunéré, et la division du travail, déterminent la relation entre la migration et le développement, les transferts d'argent servant d'élément clé pour comprendre et faciliter des solutions soutenables.

Cette série d'études, « Migration, transferts et développement local sensible au genre », se concentre sur l'envoi, le transfert, la réception et l'utilisation de l'argent des migrants, et montre que le genre influence et modèle de fait le mouvement et les expériences des migrant(e)s et de leurs communautés dans le pays de destination et d'origine. La cartographie des acteurs clé, l'analyse du modèle migratoire dans l'histoire et actuellement, et des pratiques liées aux transferts d'argent dans chaque pays, constituent une base solide qui permet de comprendre les transferts collectifs et individuels. Ce projet apporte une nouvelle contribution aux études qui construisent des ponts entre la migration et le développement, grâce à l'approche genrée et de développement humain.

Avec cette publication, l'UN-INSTRAW et le PNUD présentent une recherche appliquée qui promeut les politiques publiques et les pratiques sensibles au genre, liées à la migration et au développement. Les recommandations générées par cette recherche doivent servir de guide pour des dialogues politiques au niveau national auxquels participent les organisations de migrant(e)s, les agences gouvernementales, les intermédiaires financiers et les ONGs. De tels dialogues sont des plateformes importantes où les résultats des recherches peuvent être traduits en plans d'action qui valorisent le co-développement. Une véritable inclusion de l'analyse de genre dans la formulation de stratégies de migration et de développement effectives et durables contribuera aussi à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODD).

L'UN-INSTRAW et le PNUD présentent cette série globale sur le genre, les transferts et le développement dans le but de contribuer à l'élaboration de meilleures politiques publiques et à de meilleures pratiques qui intègrent les besoins et les contributions des femmes migrantes, de leur foyer et de leur communauté dans les agendas de développement, pour assurer un développement local sensible au genre et des moyens de vie durables.

**Amaia Pérez**

UN-INSTRAW

Officier en Affaires Sociales/ Officier en Charge

**Winnie Byanyima**

Équipe Genre du PNUD

Directrice de l'équipe genre

# Résumé exécutif

Le lien complexe entre la globalisation et le développement a converti la migration contemporaine en un domaine de recherche prolifique. On estime que la population migrante au niveau global surpasse les 200 millions de personnes, hommes et femmes, qui ont laissé leur pays d'origine pour travailler à l'étranger. Simultanément, il existe une très forte mobilité interne, principalement des zones rurales vers les zones urbaines. En termes démographiques, les flux migratoires vers certains pays ont connu des changements substantiels, concernant le nombre total de personnes migrantes mais aussi leur composition par sexe. Les études sur la féminisation des migrations<sup>1</sup> ont révélé le rôle significatif et l'impact des femmes, en tant qu'agents, dans les processus migratoires. Malgré la croissance rapide du volume et de la diversité des connaissances sur le lien entre migration et développement, la recherche et les débats sur la dimension du genre dans ces domaines, y compris le rôle particulier des femmes dans les flux migratoires, sont encore rares.

En 2007, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW) ont initié le projet « Genre et transferts d'argent : Construction d'un développement local sensible au genre ». Ce projet a pour but de promouvoir le développement local sensible au genre, en identifiant et en encourageant des options d'usage des transferts qui permettent la création de moyens de subsistance durables et la construction de capital

social dans les communautés pauvres, rurales ou semi-urbaines. Le projet a été mis en œuvre dans six pays : Albanie, République Dominicaine, Lesotho, Maroc, Philippines et Sénégal.

L'objectif stratégique du projet est de réaliser des recherches appliquées qui servent à :

1. Augmenter l'accès aux ressources productives des foyers récepteurs de transferts d'argent, dont la personne de référence est une femme, et renforcer les capacités de cette dernière ;
2. Promouvoir la divulgation d'information auprès des gouvernements locaux et nationaux pour l'identification et la formulation de politiques qui permettent d'optimiser l'usage des transferts ;
3. Contribuer au renforcement des capacités des acteurs clé concernant l'intégration du genre dans les initiatives sur les transferts, les moyens de subsistance durables, et la formation de capital social.

Cette étude cherche à contrecarrer le manque de connaissance sur la dimension de genre dans le domaine de la migration et des transferts, en proposant une analyse qui connecte la migration et le développement. Une attention toute particulière est prêtée à l'impact des transferts – monétaires, sociaux et en espèce – dans la dimension de genre des processus de développement des pays d'origine et dans les foyers transnationaux disséminés entre les pays d'origine et de destination. Cette recherche

1. "En plus de la croissance nette de la proportion de femmes dans les flux migratoires, en particulier vers les pays les plus développés du Nord, le terme de féminisation se réfère à un changement qualitatif dans la composition de ces flux, qui concerne la croissance soutenue de la proportion des femmes qui émigrent de façon indépendante à la recherche d'emploi, et non comme « dépendantes de la famille », c'est-à-dire avec leurs époux ou par regroupement familial. Dit autrement, dans les vingt dernières années, un nombre important de femmes – qui émigrent maintenant de façon indépendante, en assumant un rôle de soutien économique – ont rejoint les flux migratoires qui étaient avant dominés par les hommes" (Perez et al 2008).



Bahraouiyine, communauté rurale marocaine, est l'une des communautés étudiées.

Cette étude examine tout d'abord le contexte, la structure et l'impact de la migration depuis Bahraouiyine et Beni Gorfett, les communes rurales marocaines ayant le plus grand nombre d'émigrant(e)s vers l'Espagne. La première est située près de la ville de Tanger dans la province de Fahs-Anjra. L'autre commune, Beni Gorfett, se trouve dans la province de Larache. Par ailleurs, cette étude examine le phénomène des femmes migrantes i n d é p e n d a n t e s

examine ces dynamiques dans le contexte du Maroc comme pays d'origine, et de l'Espagne comme pays de destination de la migration.

originaires des zones urbaines de Tanger et de Larache, qui, une fois installées en Espagne, envoient des transferts à leur famille.

Le cas du Maroc est intéressant pour différentes raisons. D'une part, il y a eu différents flux migratoires entre le Maroc et l'Europe, d'abord dans le cadre des programmes de recrutement et de travail, et ensuite pour des raisons de regroupement familial et de migration indépendante. D'autre part, quand la migration marocaine vers l'Espagne a commencé à la fin des années quatre-vingts, les Marocain(e)s ont formé l'un des premiers groupes d'immigrants arrivant dans ce pays, initiant ainsi le processus qui transformerait l'Espagne en un pays de destination de la migration. A l'origine, ce sont des hommes marocains sans éducation ou avec une formation très spécifique qui ont émigré depuis les zones rurales pour plus tard faire venir leurs épouses et leurs enfants. Mais ce modèle traditionnel a changé ces dernières années avec l'accroissement progressif de la migration indépendante des femmes. Compte tenu de ces deux aspects de la migration, cette étude examine donc l'impact de la migration et des transferts depuis deux angles bien différents mais à la fois complémentaires.

La méthodologie d'analyse appliquée dans cette étude se différencie des autres pays car on a du cibler deux groupes différents en origine afin d'appliquer la perspective de genre. En effet, la migration des zones rurales est dans un premier temps masculine et les femmes suivent par regroupement familial, tandis que la migration des zones urbaines (surtout des femmes) se produit plutôt pour des raisons individuelles. La méthodologie prend donc en compte cette réalité de la migration entre le Maroc et l'Espagne selon ces différents groupes de population, tout en appliquant une perspective de genre.

Il est intéressant de noter que la migration de la plupart des femmes marocaines s'insère dans leur planification familiale. Selon des sources espagnoles, telle que l'analyse de l'enquête nationale auprès des immigrant(e)s par le collectif « loé » (2008),<sup>2</sup> 70% des femmes marocaines en Espagne venaient dans le contexte du regroupement familial, (de façon

2. Colectivo loé, (2008) La situación de la inmigración en España a partir de la explotación de la Encuesta Nacional de Inmigrantes de 2007. Ministerios de Trabajo e Inmigración (en prensa).

formelle ou informelle), tandis que seulement 20% des hommes arrivaient pour cette raison.

70% des hommes ont déclaré être arrivés avec l'intention de travailler, comparé à seulement 20% des femmes. La même enquête a confirmé les données collectées à travers le travail sur le terrain et les entretiens qui montrent que les hommes marocains ont tendance à se concentrer dans des domaines de travail qui ne demandent pas de formation spécifique et ne sont pas bien rémunérés, tels que la construction (39%), l'agriculture et la pêche (18%) et l'industrie (14%). Ils se concentrent ainsi dans les secteurs les plus touchés par la crise en Espagne.

En ce qui concerne les femmes, le taux d'emploi dans leur commune d'origine est encore plus bas (27%) ce qui s'explique par le modèle social de la famille au Maroc, où l'homme est le chef de ménage qui maintient la famille et où la femme est la mère qui s'occupe du ménage. Toutefois, le processus de migration et la réalité économique dans le pays de destination ont amené une augmentation significative du pourcentage de femmes employées (49% soit 22 points de plus). Comme d'autres femmes immigrées, les Marocaines travaillent dans la prestation de services, en particulier dans le service domestique (17%), l'hôtellerie (19%), le commerce (19%), et dans d'autres secteurs (45%).

Il est probable que la migration de ces femmes entraîne aussi une certaine déqualification, vu qu'elles travaillent dans des secteurs différents de ceux de leur pays d'origine. La plupart des femmes au Maroc travaillent en usine, un secteur qu'elles abandonnent dès qu'elles se trouvent en Espagne. Contrairement à d'autres groupes d'immigrées, le service domestique n'est pas le domaine privilégié des Marocaines en Espagne. Le modèle socioculturel marocain

n'est pas compatible avec ce travail : le fait que les femmes soient logées dans la maison de l'employeur(se) n'est accepté ni par elles-mêmes ni par leurs partenaires.

Le mariage reste un projet majeur dans la vie de la plupart des femmes marocaines, surtout pour celles de la campagne et celles ayant un statut social inférieur. Au Maroc, l'opinion générale est qu'il faut que les filles se marient tôt, pour éviter qu'elles soient à la charge de leurs parents.

Les nombreuses difficultés que rencontrent les jeunes hommes pour trouver du travail dans les communes examinées les ont amenés à choisir la migration internationale comme stratégie de survie. Mais l'absence de ces jeunes hommes dans leurs communes d'origine a baissé le nombre total des hommes mariables, ce qui repousse l'âge moyen de mariage ou le rend même impossible pour un certain nombre de femmes. Ces femmes (célibataires de plus que 25 ans ou divorcées) sont plus susceptibles de chercher une alternative telle que la migration interne. Par conséquent, elles vont travailler dans les usines de fabrication textile, la majorité de celles-ci étant clandestines, ou dans les ateliers de la zone franche du port de Tanger. Il est donc évident que la migration des hommes est la force motrice de la migration des femmes en provenance des zones rurales vers l'Espagne et que la migration interne peut être à l'origine de la migration internationale.

Depuis quelques années, des entreprises agricoles espagnoles organisent des programmes de



Beni Gorfet, communauté rurale marocaine, est l'une des communautés étudiées.



**Bahraouine : les transferts d'argent sont utilisés pour couvrir les nécessités des foyers, notamment de construction et de rénovation de logements.**

migration temporaire de travail agricole. Les entreprises et le gouvernement espagnols essaient d'assurer le retour des travailleurs(euses) migrant(e)s. Dans ce sens, le fait d'employer des femmes migrantes est important, puisque 95% des femmes retournent dans leur pays d'origine. Le fait que ces femmes soient souvent des mères qui laissent derrière elles leurs enfants au Maroc, renforce leur décision de retourner au pays. Selon le responsable de la Fondation Hassan II,<sup>3</sup> ce recrutement cause un problème au Maroc, parce qu'il implique un changement considérable de répartition des rôles dans les foyers, ce qui est perçu très négativement dans les villages concernés, parce que l'absence des femmes n'est pas considérée comme acceptable dans la structure sociale marocaine. En outre, le gouvernement estime que la migration temporaire et les transferts ainsi envoyés ne promeuvent pas l'investissement du capital, étant donné que les périodes de travail au pays de destination sont trop courtes pour permettre d'économiser assez d'argent et pour investir.

Quant aux transferts d'argent, il existe des différences dans les modes d'envoi en fonction du sexe de la personne qui envoie, mais aussi par rapport aux groupes d'immigrant(e)s venu(e)s d'autres pays. Sur ce dernier point, il faut savoir que les transferts envoyés au Maroc constituent environ 40% de tous les transferts effectués par

la population immigrée en Espagne. 80% des transferts parmi les Marocain(e)s sont envoyés par des hommes, comparé à 20% envoyés par des femmes. En moyenne, les hommes envoient entre 100 € et 150 € par mois, tandis que les femmes transfèrent entre 50 € et 100 € par mois ou tous les deux ou trois mois. L'instabilité du marché du travail, la situation irrégulière et la crise ont un fort impact sur les transferts. Dans les cas des familles nombreuses dont plusieurs membres vivent en Espagne,

des stratégies pour changer les modalités des transferts sont élaborées, telles que l'alternation de l'envoi entre les membres de familles ou l'envoi d'une somme forfaitaire. Le mécanisme le plus utilisé pour effectuer des transferts est le virement bancaire, suivi par les chèques postaux et le transport d'argent en espèce. Toutefois, selon l'information collectée lors des interviews, un montant considérable d'argent est ramené par les personnes migrantes elles-mêmes lors de leurs voyages réguliers ou quand ils rentrent pour des événements spéciaux.

Selon les résultats de l'Enquête Nationale auprès des Immigrants (ENI 2007), trois expéditeurs(trices) sur quatre envoient leurs transferts à leurs parents – mère ou père - (77%), un quart se transfère également aux frères et sœurs (26 %) et dans une moindre mesure, aux conjoint(e)s (15%), suivis par les autres parents plus éloignés (10%) et les enfants (9%). À l'exception des épouses, la majorité des bénéficiaires sont des hommes. Cette répartition montre l'importance du regroupement familial et de la composition des familles dans le pays de destination, puisque les transferts entre les membres du noyau de la famille sont relativement faibles par rapport aux autres groupes d'immigré(e)s. Selon la perception de genre parmi les immigré(e)s marocain(e)s, le mari est le parfait chef de famille. C'est pourquoi dès

3. Entretien à Rabat, Avril 2008, identifié dans le rapport comme MICV10

lors que le mari dispose d'un salaire minimum raisonnable, les femmes arrêtent de travailler hors de leur foyer, et ne reçoivent donc plus de salaire propre. Il existe une sorte de "honte" dans les groupes sociaux dont proviennent la majorité des personnes migrantes marocaines quant au fait que les femmes travaillent hors du foyer et doivent s'occuper à la fois de leur ménage. Cette situation limite le potentiel des femmes marocaines par rapport aux transferts, comparé à d'autres groupes d'immigré(e)s, et montre que bien qu'elles ne soient plus dans leur pays d'origine, les attentes sociales concernant leur comportement restent les mêmes qu'au Maroc. Toutefois, cela changera sans doute lentement, dès lors que les femmes elles-mêmes vont pouvoir démontrer que leurs salaires sont importants pour toute la famille.

Les données collectées lors de cette étude confirment les résultats d'autres études effectuées au cours des trois dernières décennies qui montrent que les transferts sont utilisés pour des besoins de base et la construction ou l'amélioration des maisons. Ainsi, les transferts contribuent à satisfaire les besoins fondamentaux et à améliorer les conditions de vie. La plupart des transferts servent donc à couvrir les frais de nourriture et de logement (électricité, loyer, etc.), les frais médicaux, et les dépenses pour l'éducation. Ils servent à répondre aux besoins des membres de la famille (pères/mères âgés sans retraite ou assurance de santé, frères et sœurs handicapés et enfants). Leur usage s'étend au soutien d'autres membres de la famille, des adultes qui, dans certaines circonstances (chômage, nombre important d'enfants, maladie) ont besoin d'aide financière. En ce qui concerne l'investissement dans l'immobilier ou dans l'industrie productive, une enquête réalisée par l'INSEA en 2000<sup>4</sup> a montré la croissance de l'investissement des Marocain(e)s au Maroc, en particulier dans l'immobilier (84%), l'agriculture (8%) et d'autres secteurs comme le tourisme et les petites entreprises. Plus récemment, on note un intérêt de la population plus éduquée pour investir dans les nouvelles technologies.

Cependant, les transferts ont aussi des effets négatifs comme l'inflation (par rapport aux biens mobiliers et immobiliers), la dépendance des

personnes aux transferts, l'inégalité croissante entre les foyers bénéficiaires et non-bénéficiaires de transferts, la provocation de nouveaux flux migratoires hors du pays et une croissance de la migration interne, entraînant l'accélération de l'urbanisation et l'abandon des zones rurales. Il faut aussi mentionner que la détérioration progressive de l'environnement a aggravé les conditions de vie déjà difficiles, à cause de la sécheresse, de l'aridité et du réchauffement climatique.

Les caractéristiques du modèle familial marocain ne varient pas fondamentalement au long du processus migratoire, étant donné qu'il n'est pas commun que le couple soit séparé et que les enfants vivent loin de leurs parents. Cette réalité ajoutée au fait que les migrant(e)s soient en relation permanente avec des organisations communautaires traditionnelles, en Espagne ou au Maroc, contribue à faire perdurer les rôles de genre traditionnels. De plus, les migrant(e)s marocain(e)s sont assez résistant(e)s au fait d'organiser des organisations transnationales. Dans ce contexte, les institutions espagnoles et européennes qui travaillent au Maroc ont des difficultés pour adapter leur méthodologie au contexte dans lequel elles travaillent car une grande partie du co-développement et des programmes de coopération pour l'intégration et le renforcement des structures sociales en Espagne se réalisent à travers les associations d'immigrant(e)s.

Cette étude examine deux expériences de co-développement au Maroc dans lesquelles la dimension de genre, bien qu'elle soit présente, ne constitue en rien le centre d'intérêt de leur programme. En d'autres termes, le genre n'y est pas une variable transversale, bien qu'il existe dans les discours. Jusqu'à présent, la population marocaine en Espagne n'a créé aucun réseau de femmes susceptible de pouvoir se développer en une association transnationale capable d'agir dans le pays d'origine, étant donné que l'assignation du secteur public aux hommes et de l'espace privé aux femmes empêche sérieusement l'émergence et l'organisation de dirigeantes marocaines potentielles en Espagne.

4. INSEA (2000), Les Marocains résident à l'étranger. Une enquête socioéconomique, El Maarif EL Jadida.

# Migración, remesas y desarrollo local sensible al género

---

Resumen ejecutivo

---

El caso de  
**Marruecos**

UN-INSTRAW y PNUD

2010

**El Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (UN-INSTRAW)** promueve la investigación aplicada sobre género y el empoderamiento de las mujeres, facilita la gestión de conocimientos y apoya el fortalecimiento de capacidades mediante el establecimiento de redes de contacto y alianzas con agencias de la ONU, gobiernos, el mundo académico y la sociedad civil.

**El Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)** es la red mundial de las Naciones Unidas en materia de desarrollo que promueve el cambio y conecta a los países con los conocimientos, la experiencia y los recursos necesarios para ayudar a los pueblos a forjar una vida mejor. Estamos presentes en 166 países, trabajando con los gobiernos y las personas para ayudarles a encontrar sus propias soluciones a los retos mundiales y nacionales del desarrollo. Mientras que fortalecen su capacidad local, los países aprovechan los conocimientos del personal del PNUD y de su amplio círculo de asociados para obtener resultados concretos.

*Migración, remesas y desarrollo local sensible al género: El caso de Marruecos*

Investigadoras principales: Angeles Ramirez, Universidad Autónoma de Madrid and María Jesus Criado, Universidad Complutense de Madrid

Asistentes de investigación: Acetre Consulting, Rita Gomes Faria, Vivian Solana, Virtudes Téllez, Alba Valdez

Autora contribuyente: Diana López Castañeda (UN-INSTRAW)

Diseño: Sughey Abreu (UN-INSTRAW)

Diagramación: Juan Rodríguez Familia

Copyright ©2010, UN-INSTRAW y PNUD

Todos los derechos reservados

UN-INSTRAW

César Nicolás Pensón 102-A

Santo Domingo,

República Dominicana

Tel: 1-809-685-2111

Fax: 1-809-685-2117

Email: [info@un-instraw.org](mailto:info@un-instraw.org)

Página web: <http://www.un-instraw.org>

PNUD

One United Nations Plaza

New York, NY 10017 USA

Tel: 212-906-5000

Fax: 212-906-5364

Courrier électronique: [publications.queries@undp.org](mailto:publications.queries@undp.org)

Page Web: [www.undp.org](http://www.undp.org)

PNUD Marruecos

13, Av. Ahmed Balafrej,

Casier ONU, Rabat-Chellah

LD : + 212 (0) 537 63 30 87

GSM : + 212 (0) 661 23 26 99

Página Web : [www.pnud.org.ma](http://www.pnud.org.ma)

Las denominaciones utilizadas en la presentación del material de esta publicación no implican la expresión de ninguna opinión por parte de la Secretaría de las Naciones Unidas, de sus países miembros, del INSTRAW o del PNUD en relación con la condición legal de cualquier país, territorio, ciudad o zona, o de sus autoridades, o que tenga que ver con las delimitaciones de sus fronteras o límites.

Las opiniones expresadas son las de los autores y no reflejan necesariamente la opinión de las Naciones Unidas, de sus países miembros, del INSTRAW o del PNUD.

# Prefacio

La feminización de la migración es un rasgo de la migración que se refiere no sólo al incremento moderado de mujeres que migran sino también a las formas en las que participan las mujeres en el proceso migratorio. En el pasado, la mayoría de las mujeres migrantes emigraban en su capacidad de dependientes de sus esposos y/o familias, mientras hoy una gran variedad de mujeres emigra de forma autónoma para trabajar y vivir en el extranjero como generadoras de ingresos. Actualmente, la energía enfocada en la feminización de la migración permite crear intervenciones que tomen en consideración la importancia de la igualdad de género dentro de los estudios sobre el tema. Otro aspecto de la migración que ha atraído la atención de la comunidad internacional es el de las remesas. El dinero que envían los migrantes en países de destino a sus familias y comunidades en su país de origen es un motivo importante para ir a trabajar en el extranjero. Aunque de forma individual, los migrantes envían cantidades relativamente reducidas de dinero, de forma colectiva las remesas enviadas por los millones de personas que viven y trabajan fuera de sus países de nacimiento acumulan un flujo financiero considerable. El impacto de las remesas sobre las economías nacionales y el mundo financiero ha despertado el interés de los gobiernos y organizaciones internacionales por su potencial para el desarrollo. Sin embargo, el potencial de las remesas para contribuir y mejorar el desarrollo humano y el desarrollo local aun debe ser estudiado. Emplear la perspectiva de género en el estudio de este fenómeno pone de relieve las experiencias distintas de migrantes en base al género, así como las contribuciones actuales y potenciales de las mujeres a los diálogos, políticas e implementación de programas para el desarrollo sostenible.

El Informe sobre Desarrollo Humano 2009 del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo Superando barreras: Movilidad y desarrollo humanos rompe esquemas al aplicar un enfoque de desarrollo humano al estudio de la migración. Aunque no sustituye otras iniciativas de desarrollo más amplias, la migración sí puede ser una estrategia fundamental para los hogares y familias que buscan diversificar y mejorar sus fuentes de ingresos. De hecho, las remesas son el único medio de subsistencia para millones de hogares pobres que les permite no sólo cubrir las necesidades básicas sino también empoderarse económicamente. Las remesas representan un aspecto importante del trabajo del PNUD en materia de desarrollo humano y reducción de pobreza, y sirven de apoyo a gobiernos que buscan una forma novedosa para alcanzar los Objetivos de Desarrollo del Milenio.

Desde el 2004 el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (UN-INSTRAW) investiga las dimensiones de género de la migración, las remesas y su potencial para el desarrollo. En esta línea de investigación, el Instituto emplea la perspectiva de género para analizar cómo factores que se refieren a la desigualdad de género en cuanto al acceso al trabajo remunerado y la división sexual del trabajo, inciden en la relación entre la migración y el desarrollo, en la cual las remesas son un componente clave para identificar y facilitar soluciones sostenibles. Esta serie de estudios, "Migración, remesas y desarrollo local sensible al género," examina el envío, transferencia, recepción y uso de las remesas, afirmando que el género sí influye en el movimiento y la experiencia de las y los migrantes y sus comunidades, tanto en origen como destino. El mapeo de actores claves y la información contextual sobre los

patrones históricos y actuales de migración y remesas en cada país, forman el trasfondo para el análisis de las remesas colectivas y sociales. Este proyecto enriquece el entendimiento del nexo migración-desarrollo a través de la perspectiva de género y el énfasis en el desarrollo humano.

Con la presente publicación, el PNUD y el UN-INSTRAW se comprometen a producir investigaciones aplicadas que promuevan políticas y prácticas relacionadas con la migración y el desarrollo que sean

sensibles al género. Las recomendaciones generadas a raíz de las investigaciones de campo sirven para guiar los diálogos políticos a nivel nacional donde participen actores claves, como organizaciones de migrantes, agencias de gobierno, intermediarios financieros y ONGs. Los diálogos son una plataforma importante que puede convertir los resultados de la investigación en planes de acción para el co-desarrollo. A largo plazo, la inclusión del análisis de género en la formulación de estrategias eficaces y sostenibles de migración y desarrollo contribuirá también al alcance de los Objetivos de Desarrollo del Milenio.

El PNUD y el UN-INSTRAW presentan esta serie global sobre género, remesas y desarrollo para contribuir a la creación de mejores políticas y prácticas que incorporen las necesidades y aportes de las mujeres migrantes, sus hogares y comunidades en las agendas de desarrollo para crear un desarrollo local que sea sensible al género y por ende, sostenible.

**Amaia Pérez**  
UN-INSTRAW

Oficial de Asuntos Sociales/Oficial a cargo

**Winnie Byanyima**  
Directora del Equipo de Género  
Equipo de género del PNUD

# Resumen ejecutivo

El complejo vínculo entre la globalización y el desarrollo ha convertido la migración contemporánea en un área prolífica de investigación. Se estima que la población migrante a nivel global sobrepasa los 200 millones de personas, hombres y mujeres que han dejado sus países de origen para trabajar en el exterior. Simultáneamente, existe una altísima movilidad interna, principalmente desde zonas rurales hacia áreas urbanas. En términos demográficos ha habido un cambio sustancial en los flujos migratorios hacia ciertos países, tanto en números totales como en su composición por sexo. Estudios sobre la feminización de las migraciones<sup>5</sup> han revelado el significativo papel y el impacto de las mujeres como agentes en los procesos migratorios. A pesar del rápido incremento en el volumen y la diversidad de conocimientos en torno al vínculo entre migración y desarrollo, la investigación y debate sobre las dimensiones de género en estos ámbitos, incluyendo en particular el papel de las mujeres dentro de los flujos migratorios, continúan siendo escasos.

En 2007, el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) y el Instituto Internacional de Investigaciones y Capacitación de las Naciones Unidas para la Promoción de la Mujer (UN-INSTRAW) iniciaron un proyecto conjunto con el objetivo de promover el desarrollo local sensible al género mediante la identificación y el fomento de opciones de uso de las remesas que permiten la creación de medios de vida sostenibles y la

construcción de capital social en comunidades pobres rurales o semi-urbanas. El proyecto ha sido implementado en seis países: Albania, República Dominicana, Lesotho, Marruecos, Filipinas y Senegal.

El objetivo estratégico del proyecto es generar investigaciones aplicadas que se utilicen para:

1. Incrementar el acceso a los recursos productivos de los hogares receptores de remesas encabezados por mujeres y fortalecer sus capacidades;
2. Proporcionar información de interés a los gobiernos locales y nacionales para la identificación y formulación de políticas que permitan optimizar el uso de las remesas;
3. Contribuir al fortalecimiento de las capacidades de los agentes clave en la integración del género en iniciativas que vinculen las remesas con los medios de vida sostenibles y la formación de capital social.

Este estudio busca reducir la brecha de conocimiento sobre la dimensión de género en el ámbito de la migración y las remesas a través de un análisis que interconecta la migración y el desarrollo desde una perspectiva de género. Ponemos particular atención al impacto de las remesas –monetarias, sociales y en especie – en la dimensión de género de los procesos de desarrollo en los países de origen y entre los hogares transnacionales diseminados entre países de origen y destino. Nuestra investigación

5. "Además del aumento neto de la proporción de mujeres dentro de las corrientes migratorias – sobre todo hacia los países altamente desarrollados del Norte- el término feminización denota un importante cambio cualitativo en la composición de estos flujos, a saber: el aumento sostenido en la proporción de mujeres que migran de forma independiente en búsqueda de empleo, en vez de hacerlo como 'dependientes familiares' que viajan con sus esposos o se reunifican con ellos en el exterior. En otras palabras, en las últimas dos décadas una gran cantidad de mujeres – que ahora migran de manera autónoma, asumiendo el rol de proveedoras económicas- se ha incorporado a flujos migratorios antes dominados por hombres" (Perez et al 2008:36).



Bahraouiyine, comunidad rural marroquí, es una de las comunidades estudiadas.

examina estas dinámicas en el contexto de Marruecos como país de origen y España como destino migratorio.

Marruecos ha sido el origen de diferentes movimientos migratorios hacia Europa, tanto como resultado del reclutamiento y migración laboral, como por la reagrupación familiar y la migración autónoma. Las migraciones marroquíes hacia España comenzaron a finales de la década de los ochenta, siendo uno de los primeros colectivos inmigrantes, iniciando el proceso de transformación de España, que de ser país de emigración se ha transformado en país receptor de inmigrantes.

Tradicionalmente el modelo migratorio marroquí es liderado por hombres con baja calificación, procedentes de zonas rurales que inician el proceso y posteriormente reagrupan a sus esposas e hijos. Este patrón ha venido cambiando en los últimos años, con un crecimiento paulatino de la migración autónoma femenina, siendo ésta incipiente. Teniendo en cuenta esta doble vertiente, la presente investigación aborda el impacto de la migración y la recepción de remesas desde dos ángulos distintos pero complementarios. Por una

parte, se exploran el contexto, lógica y repercusión de la migración en El Bahraouiyine y Beni Gorfett, las comunas marroquíes rurales con mayor volumen de emigración hacia España. La primera está cerca de la ciudad de Tánger, en la provincia de Fahs-Anjra. La segunda comuna, Beni Gorfett, está en la provincia de Larache. De otro lado se explora el fenómeno de las emigrantes

autónomas, que una vez asentadas en España envían remesas a sus hogares en las zonas urbanas de Tánger y Larache. La variación de la población estudiada es un reflejo de la necesidad de adaptar las categorías analíticas de la metodología a la realidad migratoria entre Marruecos y España, desde una perspectiva de género. Por ello, el análisis de la migración de origen rural está relacionado con los proyectos migratorios en el marco de un proyecto familiar, mientras que las migrantes de origen urbano lo hacen desde una lógica más individual.

En principio vale la pena resaltar que el grueso de la migración femenina desde Marruecos se inserta dentro de proyectos familiares. Según fuentes españolas, como la explotación de la encuesta nacional de inmigrantes elaborada por el colectivo Ioé (2008),<sup>6</sup> el 70% de las mujeres marroquíes en España han llegado en el marco de procesos de reagrupación familiar, (sea formal o informalmente), en tanto que sólo el 20% de los hombres han llegado a España por este medio. De forma contraria, el 70% de los hombres manifestó haber llegado con la intención de trabajar, frente a tan sólo un 20% de mujeres que afirmaron lo mismo.

6. Colectivo Ioé, (2008) La situación de la inmigración en España a partir de la explotación de la Encuesta Nacional de Inmigrantes de 2007. Ministerios de Trabajo e Inmigración (en prensa).

La misma encuesta confirma los datos recolectados a través del trabajo de campo y las entrevistas que muestran que los hombres marroquíes tienden a concentrarse en sectores de muy baja remuneración y calificación, tales como la construcción (39%), la agricultura y pesca (18%), y la industria (14%). Esto supone que se concentran en los sectores más golpeados por la crisis en España. En el caso de las mujeres, hay que señalar que la tasa de ocupación en origen es considerablemente baja (27%), dado que el modelo social de familia está basado en un jefe cabeza de hogar que provee para la familia y una mujer responsable de ser madre y ama de casa. No obstante, el proceso migratorio y la realidad económica en el país de destino contribuyen al considerable aumento (49%, es decir 22 puntos más) en el porcentaje de mujeres empleadas. Como otras mujeres, las marroquíes, al convertirse en inmigrantes en España, tienden a trabajar en la industria de servicios, sobre todo en el servicio doméstico (17%), la hotelería (19%), el comercio (19%) y el 45% restante se divide en otros sectores. Se evidencia también un cambio importante en el sector de ocupación cuando emigran, que probablemente se termina traduciendo en un proceso de descalificación. La rama de actividad femenina dominante en Marruecos, la industria, pierde casi toda su importancia cuando las mujeres llegan a España. A diferencia de lo que ocurre en otros colectivos, no se concentran en el servicio doméstico. De hecho, es el modelo socio-cultural y familiar el que determina su baja

inserción en este nicho, que supone una ruptura con el patrón de residencia nuclear marroquí ya que la modalidad de trabajo del hogar en España frecuentemente demanda la residencia en la casa en la que se trabaja y esto no es aceptado ni por ellas, ni por sus parejas.

El matrimonio sigue siendo un proyecto fundamental en la vida de las mujeres marroquíes de los grupos sociales mayoritarios, sobre todo de las mujeres rurales y de las mujeres con estatus sociales bajos. En Marruecos existe la creencia general de que hay que casar pronto a las jóvenes, de manera que no se conviertan en un problema para los padres. Las crecientes dificultades de los hombres jóvenes para encontrar trabajo en las comunas estudiadas han promovido la emigración internacional como una estrategia de supervivencia. La ausencia de estos jóvenes repercute en la cantidad de hombres disponibles, lo cual ha causado un paulatino retraso en la edad para contraer matrimonio, hasta hacerlo imposible para algunas. Estas mujeres (solteras, mayores de 25 años o divorciadas) son más proclives a buscar alternativas como la migración interior y se insertan como trabajadoras en los talleres textiles, en su mayoría clandestinos, o en las fábricas y talleres de la zona franca del puerto de Tánger. Se evidencia entonces que la emigración masculina es el motor directo de la emigración femenina de origen rural a España y de las migraciones internas, que potencialmente desencadenan la migración internacional.



Beni Gorfet, comunidad rural marroquí, es una de las comunidades estudiadas.

Desde hace varios años se vienen llevando a cabo programas de migración temporal para trabajo agrícola, por parte de compañías agrícolas españolas. Los empresarios y el gobierno españoles pretenden asegurar el retorno, así que el hecho de que sean mujeres es fundamental, ya que el 95% de las trabajadoras retornan. La obligatoriedad de que las mujeres contratadas sean



Bahraouyine : las remesas son utilizadas para cubrir las necesidades de los hogares relativas a la construcción y la renovación de viviendas.

madres y dejen a sus hijos en origen refuerza esta posibilidad. Según el responsable de la Fundación Hassan II,<sup>7</sup> este reclutamiento trae un problema doméstico, porque supone un cambio muy importante de roles en el hogar, que es percibido muy negativamente en el entorno del pueblo, porque la ausencia de las mujeres no se considera aceptable dentro de la estructura social marroquí. Adicionalmente, los responsables de gobierno consideran que la migración laboral temporal es inocua para la inversión productiva basada en remesas, puesto que los cortos periodos no permiten ahorrar suficiente dinero para invertir.

Sobre el tema de remesas en particular, cabe anotar una vez más que hay diferencias muy marcadas entre las pautas de envío entre hombres y mujeres, pero también entre los marroquíes y los otros colectivos inmigrantes. Sobre lo último, cabe resaltar que cerca del 40% de la población migrante envía remesas a Marruecos, de los cuales el 80% son varones. Las cantidades promedio enviadas son entre 100 € y 150 € para los varones – mensuales – y entre 50 € a 100 € para las mujeres - al mes o cada dos o tres meses-. En estos casos, la inestabilidad laboral, la irregularidad jurídica y el impacto de la crisis tienen un fuerte impacto en los fondos transferidos. En los casos de familias extensas con

varios miembros en España se evidencian estrategias como alternar el envío entre los miembros de la familia o el envío de una suma conjunta entre los mismos. En cuanto a las formas de envío, hay un alto grado de uso bancario, siendo la transferencia el mecanismo más frecuente de transmisión seguido por los giros postales y dinero en efectivo. No obstante, la información de las entrevistas señala que hay un alto volumen de dinero que llevan consigo las personas migrantes durante

sus viajes o para eventos especiales.

Con relación a los patrones de envío, de acuerdo con los resultados de la Encuesta Nacional de Inmigrantes (ENI 2007), tres de cada cuatro remitentes envían esos fondos a sus padres (77%), una cuarta parte remite también a los hermanos (26%) y, en menor medida, al cónyuge (15%), otros familiares (10%) y a los hijos (9%). Con excepción de las esposas, la mayoría de los receptores son hombres. Esta distribución demuestra el alcance de la reagrupación familiar y de la constitución de familias en el lugar de destino, dado que las transferencias entre miembros de familias nucleares son relativamente bajas en comparación con otros grupos migrantes.

La estructura de género contempla al esposo como mantenedor del hogar por excelencia. Ello supone que en el momento en que el esposo emigrante tiene un sueldo mínimamente razonable, y a veces hasta sin alcanzarlo, las mujeres dejan de trabajar fuera y dejan de tener su propio salario. Existe una especie de “vergüenza” en los grupos sociales de los que se nutre la emigración a España de que las mujeres trabajen fuera y contribuyan al mantenimiento de la casa. Esta situación incide en el poco potencial remesador de las mujeres marroquíes

7. Entrevista realizada en Rabat en Abril de 2008, identificado en este trabajo como MICV10.

con respecto a otros colectivos y se constata así que su comportamiento sociolaboral como emigrantes tiende a parecerse al que tenían en Marruecos antes de salir. Sin embargo, esto va modificándose muy lentamente a lo largo del proceso en muchas mujeres, que acaban valorando el salario por el poder de negociación doméstica que les proporciona.

La información recopilada confirma las tendencias de otros estudios realizados en las tres últimas décadas que reiteran la utilización de los fondos para el sostén de las necesidades de los hogares, la construcción de una casa o la mejora de la preexistente. Con ello contribuyen a la satisfacción de las necesidades básicas y a la mejora de las condiciones de vida. Esto es, se utilizan, de forma mayoritaria, para cubrir los gastos de alimentación, vivienda (luz, alquiler, etc.), salud y educación, y, en particular, para atender a las necesidades de los miembros dependientes (padres/madres mayores, sin jubilación ni seguro médico, hermanos/as con algún grado de minusvalía, y niños/as). Su uso se extiende al mantenimiento de otros miembros adultos de la familia que, por determinadas circunstancias (desempleo, excesivo número de hijos/as, enfermedad, etc.) requieren de apoyo. Respecto a la inversión en bienes o en actividades productivas, una encuesta efectuada por INSEA en 2000<sup>8</sup> mostraba una inversión creciente de la población marroquí en el país de origen, en particular en bienes raíces (84%), agricultura (7,5%) y otros sectores, como turismo y pequeño comercio. A estos sectores se le ha unido, más recientemente, el interés por invertir en nuevas tecnologías, que se observa en los sectores más educados. En todo caso, la afluencia de remesas ha traído consigo efectos negativos tales como la inflación (que afecta bienes y tierras), la dependencia de las remesas, el aumento de la desigualdad entre hogares receptores y no receptores, el impulso de nuevas migraciones fuera del país y el aumento de la migración interna, con la consiguiente urbanización acelerada y el abandono del campo. Vale la pena recordar como el paulatino deterioro ambiental ha empeorado condiciones por sí difíciles, como las sequías, la aridez y los cambios en el clima.

Las características del modelo familiar marroquí no varían sustancialmente a lo largo del proceso migratorio, ya que no es costumbre que la pareja esté separada, ni que los hijos e hijas vivan lejos de sus padres y madres. Lo anterior, sumado a la interacción constante con organizaciones comunitarias tradicionales tanto en origen como en destino, contribuye al mantenimiento de los roles ancestrales de género en el país de destino. Adicionalmente las personas inmigrantes de origen marroquí son bastante reacias a estructurar organizaciones transnacionales. Esta situación en Marruecos reduce la efectividad de las propuestas de cooperación para el desarrollo tanto españolas como europeas, cuyos agentes tienen dificultades para adecuar las metodologías al contexto de trabajo, ya que buena parte de los programas de codesarrollo y cooperación para la integración y fortalecimiento del tejido social en destino están viabilizados a través de las asociaciones de inmigrantes. En la investigación se evalúan dos experiencias de codesarrollo que han tenido lugar en Marruecos en las que el género, estando presente, no constituye ni mucho menos el centro de los programas. Es decir, no existe la transversalidad, aunque figure como discurso. La diáspora marroquí, que incorpora a España como destino, no ha generado hasta el momento redes femeninas susceptibles de formalizarse en asociaciones transnacionales que intervengan en el lugar de origen, puesto que la oposición entre mujer en el ámbito privado y hombre en el ámbito público limita seriamente la capacidad física y organizativa de las potenciales líderes marroquíes en España.

---

8. INSEA (2000), Les Marocains résident à l'étranger. Une enquête socio-économique, El Maarif EL Jadida.

# Migration, Remittances and Gender-Responsive Local Development

---

Executive Summary

---

The case of  
**Morocco**

UN-INSTRAW and UNDP

2010

**The United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW)** promotes applied research on gender issues, facilitates knowledge management, and supports capacity-building through networking mechanisms and multistakeholder partnerships with UN agencies, governments, academia and civil society.

**The United Nations Development Programme (UNDP)** is the United Nations' global development network, an organization advocating for change and connecting countries to knowledge, experience and resources to help people build a better life. We are on the ground in 166 countries, working with them on their own solutions to global and national development challenges. As they develop local capacity, they draw on the people of UNDP and our wide range of partners.

*Migration, remittances and gender-responsive local development: The case of Morocco*

Lead researchers: Angeles Ramirez, Universidad Autónoma de Madrid and María Jesus Criado, Universidad Complutense de Madrid

Assistant researchers: Acetre Consulting, Rita Gomes Faria, Vivian Solana, Virtudes Téllez, Alba Valdez

Contributing author: Diana López Castañeda (UN-INSTRAW)

Executive Summary translated by: Sandra Panopio (UN-INSTRAW) and Allison Petrozziello (UN-INSTRAW)

Design: Sughey Abreu

Layout: Juan Rodríguez Familia

Copyright ©2010, UN-INSTRAW and UNDP

All rights reserved

UN-INSTRAW  
César Nicolás Pensón 102-A  
Saint Domingue,  
République Dominicaine  
Tel: 1-809-685-2111  
Fax: 1-809-685-2117  
Courrier électronique: [info@un-instraw.org](mailto:info@un-instraw.org)  
Page Web: [www.un-instraw.org](http://www.un-instraw.org)

UNDP  
One United Nations Plaza  
New York, NY 10017 USA  
Tel: 212-906-5000  
Fax: 212-906-5364  
Courrier électronique: [publications.queries@undp.org](mailto:publications.queries@undp.org)  
Page Web: [www.undp.org](http://www.undp.org)

UNDP Marruecos  
13, Av. Ahmed Balafrej,  
Casier ONU, Rabat-Chellah  
LD : + 212 (0) 537 63 30 87  
GSM : + 212 (0) 661 23 26 99  
Website : [www.pnud.org.ma](http://www.pnud.org.ma)

The designations employed and the presentation of the material in this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations, UN-INSTRAW or UNDP concerning the legal status of any country, territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

The views expressed are those of the authors and do not necessarily reflect the views of the United Nations, its Member States, UN-INSTRAW or UNDP.

# Preface

The feminization of migration is a phenomenon that stresses not only the moderate increase in the numbers of women migrating, but also the ways in which women participate in migratory processes. In the past, most female migrants moved as dependants of husbands or families, whereas today a greater variety of women are leaving autonomously to work and live abroad as primary income earners. Growing interest in the study of the feminization of migration has created a knowledge base of experience and tools that lend themselves to the integration of gender equality into migration-related interventions.

Meanwhile, remittances – another significant feature of migration – are gaining international attention. The monies sent from migrants in destination countries to families and communities in countries of origin are an important motivator for working abroad. Although individual migrants generally send relatively small sums of money, the accrual of remittances amounts to considerable financial flows.

Recognizing remittances' impact on national economies and the global financial world, governments and international organizations have taken interest in their potential to affect development. However, this potential to support and enhance human and local development has yet to be fully understood. A gendered approach to studying this phenomenon highlights how gender affects migrants' experiences and how migrant women in particular can contribute to dialogues, policy planning and interventions for sustainable development.

The study of remittances is an important aspect of the United Nations Development Programme's work on human development and poverty reduction, as well as its work in assisting governments to seek novel ways to harness remittances' development potential in achieving the Millennium Development Goals. Remittances are the only means of survival for millions of poor households worldwide; remittances allow them to afford not only the basic necessities that are otherwise lacking or inaccessible, but also a degree of economic empowerment. Building on this topic, UNDP dedicated its 2009 Human Development Report, *Overcoming barriers: Human mobility and development*, to applying a human development approach to the study of migration. While not a substitute for broader development efforts, migration can be a vital strategy for households and families seeking to diversify and improve their livelihoods.

Since 2004, the United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW) has sought to understand the gender dimensions of migration, remittances and their potential for development. The Institute utilizes a gender perspective to analyze how factors such as gender inequalities in access to work and divisions of labour determine the relationship between migration and development. Within this framework, remittances serve as a key component to comprehending and facilitating sustainable solutions.

This series of studies, 'Migration, Remittances and Gender-Responsive Local Development', focuses on the sending, transfer, receipt and utilization of remittances, and affirms that gender influences and shapes the movement and experiences of migrants and their communities in both origin and destination

countries. The mapping of key actors and the discussion of historical and current migratory patterns and remittance practices in each country provided a useful background that allowed for an analysis of collective and social remittances. Utilizing a gender perspective and an emphasis on human development, this project adds another layer of necessary investigation that builds on the migration-development nexus.

With this publication, UN-INSTRAW and UNDP are committed to producing applied research that promotes the facilitation of gender-responsive policies and practices related to migration and development. The recommendations generated from the research serve as key guides for national level policy dialogues attended by key stakeholders, including migrant organizations, government agencies, financial intermediaries and NGOs. These dialogues are important platforms where research results can be translated into action plans that highlight co-development. Over time, the inclusion of gender analysis into the formulation of effective and sustainable migration and development strategies will contribute to the achievement of the Millennium Development Goals.

UN-INSTRAW and UNDP present this global series on gender, remittances and development in order to facilitate the development of policies and practices that incorporate the needs and contributions of migrant women, their households and communities into development agendas, thus bringing about gender responsive local development and sustainable livelihoods and futures.

**Amaia Pérez**

Social Affairs Officer / Officer-in-Charge  
UN-INSTRAW

**Winnie Byanyima**

Gender Team Director  
UNDP Gender Team

# Executive Summary

The complex links between globalization and development have made contemporary migration a key area of investigation. It is estimated that over 200 million women and men have left their countries of origin to live and work abroad. Occurring simultaneously are equally intensive internal movements, primarily from rural to urban areas. Demographically, many country-specific flows have changed, both in terms of numbers and composition by sex. Studies on the feminization of migration<sup>9</sup> have revealed women's significant role and impact as actors in the migration process. Despite the rapid increase in the volume and diversity of knowledge on the migration-development nexus, research and debate on the gender dimensions of this issue, including the role of women within migratory flows, continues to be scarce.

In 2007, the United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations International Research and Training Institute for the Advancement of Women (UN-INSTRAW) began a joint project entitled "Gender and Remittances: Building Gender-Responsive Local Development." The project has sought to enhance gender-responsive local development by identifying and promoting options for utilizing remittances for sustainable livelihoods and for building social capital in poor rural and semi-urban communities. The project has been implemented in six countries: Albania, the Dominican Republic, Lesotho, Morocco, the Philippines and Senegal.

The strategic aim of the project is to generate action-oriented research that will be used to:

1. Increase awareness and improve access of women-headed, remittance-recipient households to productive resources while augmenting their assets and strengthening their capacities;
2. Provide relevant information to local and national governments to identify and formulate policies that will optimize remittance utilization for sustainable livelihoods and for building social capital; and
3. Contribute to enhancing key stakeholders' capacities to integrate gender into policies, programmes, projects, and other initiatives linking remittances with sustainable livelihoods and building social capital.

This study aims to narrow the knowledge gap on the gender dimensions of migration and remittances through an interlinked analysis of migration and development. Particular attention is paid to the impact of remittances (financial, in-kind and social) on gendered development processes in countries of origin and amongst transnational households spanning the origin and destination countries. This case study research examines these dynamics in the context of Morocco and the destination country of Spain.

Morocco has been the source of different migratory movements to Europe, both through recruitment and labour migration, andreunification and

9. "In addition to the net increase in the proportion of women among migratory flows, primarily to highly-developed countries in the North — the term feminization denotes an important qualitative change in the composition of these flows, that is the sustained increase in the proportion of women migrating independently in search of employment, instead of as 'family dependents' that travel with their spouses or reunite with them abroad. In other words, over the last two decades, a significant amount of women — who now migrate independently, assuming the role of economic provider — have joined the migratory flows that were previously dominated by men" (Perez et al 2008:36).



Bahraouiyine, a rural Moroccan community, was one of the case study sites.

autonomous migration. Moroccan migration to Spain began at the end of the 1980s, being one of the first groups of migrants in that time period to lead Spain's transformation from being a sending to a receiving country.

Traditionally, the Moroccan migration model was led by low-skilled male workers from rural areas who migrated first and were later followed by their wives and children. This pattern began to change in recent years with the gradual growth of autonomous female migration. Taking into account these changing models, this study addresses the impact of migration and the receipt of remittances from distinct but complementary viewpoints. One perspective explores the context, logic and repercussions of migration on El Bahraouiyine and Beni Gorfett, rural Moroccan communities with a significant level of emigration to Spain. El Bahraouiyine is located near Tangiers in the province of Fchs-Anjra. Beni Gorfett is in the province of Larache. Another aspect explored is the phenomenon of autonomous migration of women, who, once settled in Spain, send remittances to their households in the urban areas of Tangiers and Larache. The variation of the population

studied reflects the necessity to adapt the analytical categories employed in the methodology to the realities of migration between Morocco and Spain from a gender perspective. Therefore, analysis of migration from a rural point of origin is related to migratory projects undertaken as a family project, while migration from urban areas is perceived to be based on individual motives.

The bulk of female migration from Morocco takes place as part of household migration projects. According to Spanish sources, such as analysis of the national survey of immigrants conducted by the *Ioé Collective*,<sup>10</sup> 70 percent of Moroccan women in Spain arrived under formal or informal family reunification processes, while only 20 percent of men arrived in Spain through these means. In contrast, 70 percent of males and only 20 percent of females reported that they migrated with the intention to work.

The same survey confirmed the data gathered through fieldwork and interviews, which demonstrate that Moroccan males tend to be concentrated in low-wage sectors such as construction (39 percent), agriculture/fishing (18 percent), and industrial work (14 percent), sectors hardest hit by the global economic crisis. For women, the rate of work in origin communities is considerably lower (27 percent), since the social model of the family is based on the male household head providing for the family while the female serves as the mother and housewife. Nevertheless, the process of migration and the economic reality of the destination country contribute to

10. *Colectivo Ioé*, (2008) *La situación de la inmigración en España a partir de la explotación de la Encuesta Nacional de Inmigrantes de 2007*. Ministerios de Trabajo e Inmigración (at press).

the considerable rise (49 percent; a 22 percent increase) in the percentage of employed women. Like other women, Moroccans, upon becoming immigrants in Spain, tend to work in the service industry, mostly in domestic service (17 percent), hotels (19 percent), retail (19 percent), with the remaining 40 percent employed in other sectors. De-skilling is common, as Moroccan women often find themselves in employment sectors different from the ones available to them in their country. Unlike in Spain, the dominant industry for Moroccan women is factory work. Yet unlike other groups, Moroccan women are not as concentrated in areas of domestic work. In fact, the Moroccan socio-cultural model contributes to the low insertion of women in domestic work, since it often requires that they reside within employer households, which neither the women themselves nor their partners accept.

Marriage continues to be a fundamental goal for Moroccan women in most social groups, particularly for rural women and those of lower social status. In Morocco, there is a general belief that families must marry off their daughters early in order to avoid their becoming a burden to their parents. This adds to the legal subordination of women, which is sustained by the family code and the systemic discrimination in education and training. The growing difficulty for young men to find work in the communities studied has promoted international migration as a survival strategy. The absence of these young men has affected the number of available men of marriageable age, which has caused a gradual delay in the age of marriage, making it impossible for some to marry at all. These women (singles over 25 years of age or divorcees) are more inclined to look for alternatives such

as internal migration and find work in textile workshops (mostly clandestine), or in factories in the free trade zone in the port of Tangiers. It is evident that men's emigration is a driving force of women's emigration from rural areas and that their internal migration potentially triggers international migration.

Beginning several years ago, Spanish agricultural companies started to carry out temporary migration programmes for farm work. The company owners and the Spanish government have attempted to ensure return; that many workers are women is salient, given that 95 percent of them do return. The requirement that female employees be mothers who must leave their children behind further reinforces return. According to the head of Fundación Hassan II,<sup>11</sup> this type of recruitment causes domestic problems because it brings about an important change in household roles; this is then negatively perceived within communities, as the absence of women is not considered acceptable within the Moroccan social structure. In addition, government leaders consider temporary labour migration of little use for the productive investment of remittances, since the short work periods do not generate savings sufficient for investment.

There are marked differences between the remittance sending patterns of men and women



Beni Gorfet, a rural Moroccan community, was one of the case study sites.

11. Interview in Rabat, April 2008, identified in the study as MICV10.



Bahraouyine : remittances are utilized to cover household needs for construction or renovation of a home

and also between the patterns of Moroccans and other immigrant groups. Close to 40 percent of Moroccan immigrants send remittances to Morocco, of whom 80 percent are men and 20 percent are women. The monthly remittances sent by men average between 100 and 150 Euros (\$135-\$203), while women send between 50 to 100 Euros (\$68-\$135) each month (or every two to three months). In these cases, the unstable labour market, their irregular legal status and the impact of the crisis all have a strong impact on the funds transferred.

Extended families with multiple members in Spain utilize different strategies, such as alternating sending between family members or combining remittances to be sent. Regarding remittance channels, banks are the most common transfer mechanism, followed by money orders and cash. However, interview data indicate that migrants also carry large amounts of money with them when they come home for holidays and special events.

Regarding remittance sending patterns, the findings of the study are similar to the results of the National Survey of Immigrants; 77 percent of migrants send remittances to their parents, 26 percent to their siblings, 15 percent to their spouse, 10 percent to other family members, and 9 percent to their children. With the exception of wives, the majority of recipients are males. This distribution demonstrates the extent of family

reunification and the re-constitution of families in the destination country, since the transfers between nuclear family members are relatively low in comparison to other immigrant groups.

Within the gender structure, the husband is considered to be the best person to maintain the household. This also implies that as soon as the emigrant husband makes a reasonable salary — and sometimes even if he does not — the woman will leave her job outside of the

household and will no longer earn her own salary. Within the social groups who fuel emigration to Spain, a sense of shame exists when women must work outside of the home to help sustain the household. This situation limits the remitting potential of Moroccan women vis-à-vis other immigrant groups, and confirms that their social and work-related behaviour as immigrants tends to resemble that of Morocco before they left. However, this is changing slowly throughout the migration process for many women as they begin to value their own salary for the intra-household bargaining power it affords them.

The information collected confirms the results of other reports from the last three decades: remittances are utilized to cover household needs and for construction or renovation of a home. They contribute to the satisfaction of basic needs and to improving the quality of life. In particular, remittances are mostly used to cover the costs of food, housing (e.g., electricity, rent), health and education, and specifically to attend to the needs of dependent family members (e.g., elder parents, those without pensions or health insurance, disabled siblings, and children). They are also used to maintain other adult family members who require assistance (e.g., due to unemployment, excessive number of children, or illness).

Regarding investment in property or in productive activities, one survey conducted by INSEA

in 2000<sup>12</sup> showed that Moroccan immigrants' investments in their country of origin were increasing, particularly in real estate (84 percent), agriculture (8 percent), and in other sectors such as tourism and small business. Recently, educated migrants have expressed interest in investing in new technologies as well.

The influx of remittances also has brought negative effects such as inflation (which also affects real estate and land), dependency on remittances, an increase in inequality among recipient and non-recipient households, promotion of more out-migration, and growth of internal migration which accelerates urbanization and the abandonment of rural areas. These trends compound what are already difficult conditions due to gradual environmental degradation, including more constant drought and aridity.

Given that it is not customary for couples to be separated or for children to live far away from their parents, families tend to regroup in the destination country. Thus, the characteristics of the Moroccan family structure do not change significantly throughout the migratory process. This, together with the constant interaction with traditional community organizations both in origin and destination countries, contributes to the maintenance of traditional gender roles in the destination country. In addition, Moroccan immigrants are quite reluctant to set up transnational organizations. This reduces the effectiveness of both Spanish and European development cooperation proposals, whose promoters find it difficult to adapt their methodologies to the working environment—given that migrants' associations are critical to most co-development programs and efforts to integrate and strengthen the social fabric in the destination country.

Two co-development initiatives in Morocco were evaluated as part of this research; it was found that gender, while present, had not been taken into account, much less made central to the programmes. That is, gender has not been mainstreamed, despite the discourse surrounding

it. The Moroccan diaspora, including Spain as a destination country, so far has not generated any female networks that could potentially consolidate into transnational associations that initiate interventions in their community of origin. Traditional attitudes that still maintain the roles of women in private spaces and men in public ones limit the physical and organizational capacity of potential female Moroccan leaders in Spain.

---

12. INSEA (2000), *Les Marocains résident à l'étranger. Une enquête socio-économique*, El Maarif EL Jadida.

